NOTE

PROGRAMME
EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN

DE LA GUERRE HYBRIDE ET DU SEXE DES ANGES (1/2)

Paix impossible, guerre imminente

Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS

Octobre 2026

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS

Frédéric Mauro est chercheur associé à l'IRIS, avocat au barreau de Bruxelles, spécialiste des questions de défense européenne. Il est l'auteur de plusieurs rapports pour la Commission européenne et le Parlement européen, dont le futur de la recherche de défense européenne, la coopération structurée permanente, le Livre blanc de défense européen et la planification de défense.

Il a publié en 2019, le livre Défendre l'Europe – plaidoyer pour une armée européenne (éd. Nuvis) avec Olivier Jehin.

PROGRAMME
EUROPE, UNION EUROPÉENNE, OTAN

Le programme Europe, UE, OTAN vise à analyser d'une part les mutations du continent européen sur le plan politique, économique et stratégique et, d'autre part, à décrypter les rôles respectifs de l'Union européenne et de l'OTAN dans les affaires géopolitiques mondiales.

Il s'appuie sur des études et notes de consultance, des capsules vidéos et audios, des séminaires restreints, des conférences grand public et des formations continues et initiales.

Il est co-dirigé par Federico Santopinto, directeur de recherche à l'IRIS, et Louise Souverbie, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

La légende raconte que, pendant que les troupes du sultan Mehmed II assiégeaient la ville de Constantinople, les théologiens byzantins se seraient absorbés dans un débat théologique sur le sexe des anges, négligeant la défense de la ville qui est finalement tombée le 29 mai 1453. D'où le sens donné à l'expression « discuter du sexe des anges » : se perdre en discussions futiles pendant qu'une situation urgente s'aggrave.

La question de savoir si nous, Européens, sommes vraiment en guerre avec la Russie relève du même ordre d'idées. Le nier et continuer de parler de « guerre hybride » comme naguère les Byzantins du sexe des anges ne nous sera d'aucun secours.

La seule vraie question est : comment s'y préparer ?

PAIX IMPOSSIBLE, GUERRE IMMINENTE

Les deux belligérants sont engagés dans une lutte à mort qui rend toute paix, pour l'instant, impossible. Si l'Ukraine s'arrête de faire la guerre elle disparaît en tant qu'État. Si Vladimir Poutine ordonne à ses troupes de s'arrêter il risque « la pendaison »[1]. Pour les deux, c'est une question existentielle.

Aucun belligérant ne peut arrêter de combattre sans cesser d'exister

Il semble improbable que l'Ukraine qui a fait l'objet d'une agression non provoquée, d'une annexion de 20 % de son territoire, de pertes civiles et militaires effroyables et de la destruction d'une grande partie de son économie accepte de signer un traité de paix, dans les mois qui viennent. Seul un armistice sur la ligne de front parait être envisagé, sur le modèle de celui qui prévaut entre la Corée du Nord et la Corée du Sud depuis 1953. Sans reconnaître l'annexion des terres perdues depuis 2014, l'Ukraine pourrait conserver l'espoir de les reconquérir un jour, comme le fit la France avec l'Alsace-Lorraine restée allemande pendant quarante-huit ans. Toute autre forme de reddition signerait la fin de l'Ukraine en tant qu'État indépendant et souverain. À défaut d'armistice acceptable, l'Ukraine n'a d'autre choix que de se battre.

Du côté de la Russie, les conditions de la paix n'ont pas varié depuis février 2022. Il s'agit selon les mots de Vladimir Poutine d'éradiquer les « causes profondes de la guerre » ce qui veut dire en langage clair que l'Ukraine reconnaisse les annexions territoriales du Donbass et de la

[1] « The Economist: Putin Fears Ending the War without Victory. 'They Will Hang Me,' He Reportedly Told His Inner Circle », Meduza, 31 août 2026, https://meduza.io/en/feature/2026/08/31/the-economist-putin-fears-ending-the-war-without-victory-they-will-hang-me-he-reportedly-told-his-inner-circle.

Crimée dans leur intégralité, renonce à adhérer à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), limite ses forces armées et change de gouvernement (« dénazification ») ; en d'autres termes qu'elle capitule en bonne et due forme et qu'elle rende les armes, se rendant du coup vulnérable à une prochaine invasion. En théorie, le maître du Kremlin pourrait accepter d'amodier ses buts de guerre. Mais, comme il a lié son sort à la victoire, il ne peut plus reculer sans perdre la face, voire la vie. Ce d'autant plus qu'il est peut-être encore persuadé de pouvoir faire plier l'Ukraine. Vainqueur des dernières élections législatives de septembre 2026, il vient d'augmenter la taille de son armée de 15 500 postes budgétaires supplémentaires et d'accroître le budget de la défense de 27 % par rapport à l'enveloppe initialement prévue. Cela ne laisse que peu de doutes sur ses intentions de poursuivre la guerre.

À l'approche de l'hiver 2026-2027, le conflit demeure donc enlisé dans une impasse sanglante dans laquelle aucune partie ne peut imposer sa volonté à l'autre et chacune souffre de pertes importantes.

Les puissances extérieures ne peuvent ou ne veulent influer sur la fin du conflit

En dépit de son « amitié sans limites » avec la Russie, Xi Jinping n'a jamais vraiment fait pression sur la Russie pour qu'elle arrête la guerre. Même s'il se dit qu'il aurait tempéré les ardeurs d'escalade nucléaire de son allié, cela reste à démontrer. Quoi qu'il en soit, la Chine n'a rien fait pour que la Russie vienne à la table de négociations, ce qu'elle aurait peut-être pu obtenir en arrêtant de lui acheter son gaz et son pétrole. Elle ne l'a pas non plus soutenue militairement – ouvertement du moins - si ce n'est en laissant la Corée du Nord exporter ses armes et ses hommes et en lui fournissant du matériel à usage dual, tel que ses drones et les moteurs qui les équipent. La Chine faisant preuve d'une immense patience stratégique s'en tient à une sorte de *benign neglect* [2] vis-à-vis de ce conflit qui affaiblit son allié autant que ses rivaux.

Quant à Trump, s'il parle régulièrement à son homologue russe et lui déroule le tapis rouge, comme il l'a fait au sommet d'Anchorage en août 2025, il n'a sur lui aucune espèce d'influence. Toutes les gesticulations grotesques de ses pseudo-diplomates ne font que révéler son impuissance face à un conflit qu'il avait promis d'arrêter en 24 heures. Incapable de convaincre Poutine, il a tout fait pour forcer la main à Zelensky et lui faire accepter l'inacceptable. Au-delà de l'humiliation qu'il lui a infligée en mondovision en février 2025 dans

[2] L'expression « *benign neglect* » (« négligence bienveillante ») vient des États-Unis. C'est Daniel Moynihan, conseiller du président Nixon, qui l'a forgée dans un mémorandum de 1970, pour décrire l'attitude à adopter vis-à-vis de la question raciale. L'expression est devenue un terme générique pour toute politique consistant à ne pas intervenir dans un dossier espéré se résoudre par lui-même.

le salon ovale de la Maison-Blanche, il a fait cesser toute aide financière et militaire à l'Ukraine depuis son arrivée au pouvoir.

Poussant son parti pris pro-russe encore plus loin, il a décidé le 9 octobre dernier[3], en violation flagrante du droit américain[4], de permettre à la Russie d'importer du diesel aux États-Unis « et dans le monde ». Compte tenu du fait que les États-Unis sont exportateurs nets de diesel et que la Russie en manque cruellement, il est difficile de comprendre la raison qui se cache derrière cette décision impromptue. Peut-être ne s'agit-il que d'une tentative désespérée visant à séduire l'électorat MAGA, à l'approche des élections de mi-novembre. Ou bien s'agit-il de sauver le soldat Poutine ? On peut en effet spéculer que le but serait d'éviter à tout prix d'impliquer les États-Unis dans une « spirale de l'escalade en Europe »[5] en s'efforçant tout à la fois d'éviter la chute du régime et de tisser avec lui des relations commerciales. Quoi qu'il en soit, les Russes continuent de bombarder les infrastructures ukrainiennes et les Ukrainiens continuent le combat… Quelles que soient les intentions de Donald Trump, ses actes sont, pour l'instant, de peu d'effets sur la résolution du conflit.

Quant aux Européens, après les vaines tentatives d'Emmanuel Macron de « parler à Poutine » au début de la guerre, ils ont fait pression sur la Russie, au travers d'un régime de sanctions le plus dur qu'il soit, et qui vient encore d'être renforcé. A contrario, ils ont soutenu l'Ukraine autant qu'ils le pouvaient, militairement et financièrement. Si bien qu'avec l'arrêt complet de l'aide américaine, l'Europe est devenue la ligne de vie de l'Ukraine et son centre de gravité ultime - le premier étant la société ukrainienne elle-même. C'est pour cette raison que les

[3] Par un tweet sur son réseau Truth Social, le président américain a annoncé un accord avec son homologue russe sur le diesel qui implique une levée des sanctions américaines. Selon cet accord, « la Russie fournirait immédiatement plus de 300 000 tonnes de gazole aux marchés américain et mondial, puis 500 000 tonnes supplémentaires au cours du mois de novembre, et 1 000 000 de tonnes immédiatement après. De plus, en fonction de l'état de ses raffineries de gazole, la Russie livrera ensuite, dans un délai très court, 3 000 000 de tonnes de gazole (…) ».

[4] *Ending importation of Russian Oil Act* du 4 août 2022 et *Lindsey O. Graham Sanctioning Russia and Iran Act* du 18 septembre 2026.

[5] Voir Ate Chuet « Ce que Trump protège vraiment à Moscou » YouTube 11 octobre 2026. L'auteur livre une analyse des motivations américaines, en mettant en exergue les différents documents stratégiques américains : la directive politique : National Security Strategy - novembre 2025 qui définit comme un intérêt essentiel des États-Unis pour l'Europe de « rétablir la stabilité stratégique avec la Russie » (p. 25) ; la synthèse des agences de renseignement : Annual Threat Assessment of the US. Intelligence Community de mars 2026 selon laquelle « La menace la plus grave que représente la Russie pour les États-Unis est une spirale d'escalade dans un conflit en cours, comme celui en Ukraine, ou dans un nouveau conflit débouchant sur des hostilités directes, y compris des échanges nucléaires. » (p.26) et qu'en contrepoint « Un règlement durable du conflit en Ukraine pourrait ouvrir la voie à un dégel des relations entre les États-Unis et la Russie et une amélioration des relations bilatérales sur les plans géostratégique et commercial. » (p.28) ; enfin, le document du renseignement militaire Worldwide threat assessment - Defense Intelligence Agency de mai 2026 qui estime que : « Il est toutefois très peu probable que la Russie recoure à l'arme nucléaire dans le cadre de ce conflit, à moins que les dirigeants russes n'estiment que le régime est confronté à une menace existentielle. » (p.15). Cette thèse semble confortée par la présentation à Varsovie, le 12 octobre dernier, du SACEUR, le général américain Alexus Grynkewich de sa « théorie de la victoire » en cas d'agression russe contre le territoire de l'Alliance atlantique. Dans cette « vision commune », qui n'est pas une planification, le SACEUR a pris le soin de souligner que cette théorie ne vise pas à obtenir une « défaite stratégique » de l'agresseur et que l'Alliance demeure défensive et « qu'elle n'entend pas entrer dans une logique d'escalade » (SACEUR'S remarks at the Warsaw Security Forum – NATO et Blog B2 – 13 octobre 2026 – Olivier Jehin « A Varsovie, le SACEUR dévoile sa Théorie de la victoire. Sans escalade. »).

Européens sont devenus la cible du pouvoir russe. Couper cette artère vitale est devenu de la première importance pour la Russie, de la même façon que le Reich nazi avait voulu couper le lien entre les États-Unis et le Royaume-Uni.

POUTINE EST PRESSÉ D'EN FINIR

L'intensification de la guerre n'a pas réussi à briser les forces morales ukrainiennes

Le front militaire dans le Donbass est gelé. Non seulement les forces russes n'ont pas réussi à s'emparer de la « ceinture de forteresses » (Sloviansk-Kramatorsk, Droujkivka, Kostiantynivka…) mais elles reculent par endroits comme à Lyman, (200 km^2 perdus depuis juillet 2026) du fait de l'offensive ukrainienne *Vivaldi* qui utilise massivement des robots tueurs. Les pertes des deux côtés sont effroyables, mais plus importantes pour l'attaquant – 42 000 tués et blessés pour le seul mois d'août 2026[6] - que pour le défenseur. D'autant que la mobilisation ne pourra pas épargner éternellement les citoyens des grandes villes, comme Moscou ou Saint-Pétersbourg, au détriment des républiques pauvres d'Asie centrale.

À défaut d'avancées militaires sur le front, les généraux russes ont intensifié leur campagne de bombardements délibérés non seulement sur les infrastructures énergétiques, mais aussi et sans discrimination sur les villes et les civils. Cela rappelle le « blitz » lancé par Hitler sur Londres en 1940-1941. Jusqu'à présent, cette « escalade verticale » a échoué et tant que l'arrière tient, le front tiendra. Poutine peut espérer que la société civile ukrainienne épuisée finira par lâcher ses dirigeants. Mais pour l'instant ce n'est pas le cas.

Les attaques hybrides n'ont pas dissuadé les Européens d'aider l'Ukraine

Les attaques hybrides russes contre l'Occident en général et les États européens en particulier ne datent pas d'aujourd'hui. Elles s'efforcent de répandre la peur de « l'escalade horizontale », celle qui viserait l'Europe au-delà de l'Ukraine, notamment par la voie de menaces nucléaires outrancières. Elles ont aussi pour objectif de semer le doute sur la légitimité des dirigeants ukrainiens, de questionner l'utilité de l'aide dans des États financièrement à bout de souffle et *in fine* de favoriser par tous moyens l'accession au pouvoir de gouvernements déterminés à « couper le robinet »[7].

[6] Institute for the Study of War, « Russian Offensive Campaign Assessment, September 1, 2026 », 1er septembre 2026, https://understandingwar.org/research/russia-ukraine/russian-offensive-campaign-assessment-september-1-2026/.

[7] Déclaration de Louis Aliot, vice-président du Rassemblement National (RN) et maire de Perpignan, jeudi 3 septembre, en direct sur BFMTV. Interrogé sur l'attitude d'un gouvernement RN envers les aides à l'Ukraine, il a répondu : « On coupe le robinet », en expliquant : « Tout le monde est à l'os, et on trouve de l'argent pour aller encore financer des armes pour défendre l'Ukraine... Mais qui paye tout ça ? ».

Le but ultime de cette fracturation psychologique des sociétés européennes est d'isoler les États européens les uns des autres, sachant qu'aucun d'entre eux ne serait en mesure, seul, de contrer une attaque ouverte de la Russie, ni d'accepter des pertes humaines par dizaines de milliers, *a fortiori* si l'attaque se déroulait loin de son sanctuaire national.

En dépit de tous leurs efforts[8] les « ingénieurs du chaos[9] » russes n'ont pas réussi, pour l'instant, à briser l'unité européenne ni leur détermination à venir en aide à l'Ukraine, quand bien même Trump a décidé de ne plus payer. Le moment de vérité adviendra, au printemps 2027, avec les élections législatives en Italie et l'élection présidentielle française, déterminante pour la dissuasion nucléaire européenne. Poutine aura-t-il le temps d'attendre jusque-là ?

Poutine risque d'être débordé par plus radical que lui

L'un des effets de la campagne de bombardements ukrainiens sur les raffineries[10] et les centres socio-économiques est qu'elle incite les médias gouvernementaux et leurs agitateurs stipendiés, ainsi que les bloggeurs militaires et plus largement tout ce que la Russie compte de « turbopatriotes » à pousser Poutine à en finir une bonne fois pour toutes avec son « opération militaire spéciale ». Ils demandent des représailles, pas des négociations. Plus les morts s'entassent, plus les sacrifices deviennent importants, plus la guerre devient visible, plus une pause devient improbable, voire dangereuse pour ceux qui la proposerait.

À défaut de montrer une détermination sans faille à sa population et de faire la preuve de la puissance militaire russe à ses alliés, Poutine court le risque d'être renversé par plus jusqu'au-boutiste que lui… D'où les précautions qu'il prend pour sa sécurité. S'il veut laisser la trace qu'il ambitionne dans l'histoire de son pays - celle d'un « rassembleur des terres russes » à l'image de Pierre Ier ou Catherine II - il doit terminer « sa » guerre au plus vite ; par la victoire, pas par la paix. D'autant que son industrie de défense tourne maintenant à plein régime, que sa légitimité politique a été régénérée, que la Corée du Nord lui a promis 10 000 combattants et que la Chine lui fournit tout ce dont il a besoin en biens à double usage. Alors pourquoi ne

[8] Selon Clark Johnson, dans un article de Techtime, du 17 septembre 2026, « EU Counter-Hybrid Playbook Debuts; Same Veto That Froze Russia Sanctions Governs It », les services de renseignement européens auraient catalogué plus de 150 incidents hybrides liés à la Russie sur le continent depuis février 2022. Ces incidents ont inclus des attaques incendiaires contre des installations de défense en Allemagne, au Danemark et en Pologne ; des complots déjoués pour utiliser des drones chargés d'explosifs contre des infrastructures civiles et militaires ; des opérations de surveillance secrètes, sans oublier les assassinats ou tentatives d'assassinats, comme celle visant le président de Rheinmetall, Armin Papperger.

[9] Titre de l'essai de Giuliano da Empoli, paru en décembre 2019 aux éditions JC Lattès.

[10] La campagne de drones ukrainiens contre les raffineries (intensifiée depuis août 2025) a mis hors service une part massive de la capacité de raffinage : au moins 26 raffineries touchées fin juillet, jusqu'à 60 % des capacités à l'arrêt à mi-juillet et le raffinage tombé à 3,6 millions de barils/jour, son plus bas depuis 2002. D'exportatrice nette d'essence et de diesel, la Russie est obligée désormais obligée d'importer massivement essence et diesel…

pas risquer le tout pour le tout sans attendre que les Européens se réarment et tant que Donald Trump est au pouvoir ?

LA RUSSIE EST EN TRAIN D'INTENSIFIER SES ATTAQUES CONTRE LES EUROPÉENS

Des actions hybrides de plus en plus spectaculaires et potentiellement létales

Depuis quelques mois, les actions de « guerre hybride » russes se sont accrues en nombre et en intensité, avec des implications plus importantes et une signature à peine dissimulée, même si toujours déniée, afin de pouvoir renverser la charge de la preuve et endosser le rôle de la victime. Le but est toujours le même : faire commerce de la peur et frapper les esprits.

Mais désormais il ne s'agit plus seulement de faire peur, mais surtout de casser les liaisons et moyens physiques par lesquels l'Europe soutient l'Ukraine : les entrepôts d'armement, les usines d'armement, et tout ce qui peut contribuer à l'effort de guerre ukrainien et qui constituent autant de « cibles légitimes »[11].

C'est ce qui s'est passé le 15 août 2026 en Estonie. Un incendie criminel a visé un bâtiment de la société *Milrem Robotics* à Tallinn, spécialiste des robots terrestres sans pilote dont certains sont utilisés par l'Ukraine sur le front. C'est le même scénario qui a failli se produire à l'aéroport de Leipzig le 3 août 2026 : une attaque par drone, attribuée, après un mois d'enquête par les autorités allemandes, à la Russie a visé des avions-cargos ukrainiens chargés de munitions militaires en provenance de la France.

Citons également ce qui s'est passé le 13 septembre dernier lorsqu'un drone russe a frappé la locomotive d'un train de voyageurs reliant Kiev à Varsovie (206 passagers) à la gare de Iagodyne, à 2 km de la frontière polonaise. Un train diplomatique transportant Boris Johnson, et Carl Bildt avait quitté la gare plus tôt que prévu et avait déjà passé la frontière polonaise au moment de l'attaque. L'ancien général et directeur de la *Central Intelligence Agency* (CIA),

[11] Le 16 avril 2026, après que le ministère russe de la Défense a publié les adresses de 21 entreprises européennes produisant des drones pour l'Ukraine (en Allemagne, Pologne, Tchéquie, Pays-Bas, pays baltes, Danemark, Royaume-Uni...), Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, a déclaré sur X que cette publication devait être comprise « de manière extrêmement littérale » : les sites de production de drones et d'équipements militaires en Europe constituent « un registre de cibles potentielles légitimes pour les forces armées russes » (Euronews). Il a récidivé le 2 septembre 2026, menaçant explicitement d'attaques de missiles les usines d'armement allemandes et des sites à Berlin, les qualifiant de cibles légitimes après l'affaire du drone piégé de Leipzig. Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe, a repris et amplifié la menace : le 30 septembre 2026, elle a déclaré que les sites européens fabriquant des armes pour Kiev étaient des cibles militaires potentielles pour la Russie (La Nouvelle Tribune, Géopolitique Profonde).

David Petraeus se trouvait dans un autre train, encore stationné dans la gare. Effet militaire réduit, mais effet médiatique maximum.

Enfin, d'après plusieurs sources, les services de renseignement américains auraient averti plusieurs pays européens d'un projet d'attaques de drones russes en Méditerranée. Selon le journal espagnol *El Mundo*, la CIA redouterait que la Russie lance un drone à partir d'un navire de la flotte fantôme naviguant en mer Méditerranée. Ce projet viserait la France, l'Italie ou l'Espagne, et serait susceptible de provoquer la fermeture d'un site aéroportuaire.

En visant des cibles considérées comme « légitimes », tout en restant « sous le seuil » de l'inacceptable, la Russie peut dissuader les États qui ne sont pas directement concernés, en particulier les États-Unis, de répondre positivement à une activation de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. En outre elles fournissent des informations importantes pour savoir où se situe le « seuil » qui déclencherait une riposte armée[12].

Leur inconvénient est qu'elles ne diffèrent pas fondamentalement de toutes celles qui les ont précédés, sinon par leur intensité et leur caractère spectaculaire, et qu'elles risquent donc de se révéler tout aussi inefficaces, voire contre-productives, si elles aboutissent à renforcer la détermination des Européens. D'où le risque de voir Poutine s'aventurer plus loin.

Un gage territorial pour négocier l'arrêt de l'aide à l'Ukraine ?

Il pourrait être tentant pour la Russie de prendre un gage territorial limité dans un pays balte afin d'exiger des Européens qu'ils cessent toute aide à l'Ukraine. C'est l'hypothèse de Narva, en Estonie, de Zilupe en Lettonie ou encore d'une action dans le Svalbard norvégien où la Russie dispose d'une concession privée dans la ville de Barentsburg. Ces hypothèses nous semblent devoir être préférées à une percée dans le couloir de Suwalki, compte tenu de la morphologie du terrain très défavorable à une invasion terrestre.

Précisons qu'à ce stade des relations entre Européens et Russes, il ne nous semble pas nécessaire d'envisager une manœuvre du type « petits hommes verts » comme cela avait été le cas lors de l'invasion de la Crimée en 2014 ni même de soi-disant invasion de migrants comme celle organisée par la Biélorussie en 2021. Il faut et il suffit aux dirigeants russes de déclarer que ces pays font peser une « menace pour la sécurité russe » comme ils l'ont déjà

[12] David V. Gioe, « The West Is Sending Russia the Wrong Signals: Europe's Fear of Escalation Is Encouraging Putin », *Foreign Policy*, 22 septembre 2026, https://foreignpolicy.com/2026/09/22/ukraine-putin-russia-signaling-trump-germany/.

fait à de multiples reprises[13] et qu'il est important de revenir à un « juste équilibre de sécurité en Europe », c'est-à-dire faire reculer l'OTAN loin de la frontière russe.

Il est du reste surprenant que la Russie vienne de mener un « exercice stratégique » dénommé « Tsentr-2026 » (« Centre-2026 »), qui vient tout juste de se terminer (28 septembre - 3 octobre 2026) mimant la saisie de territoire d'un État voisin d'Asie centrale et l'établissement d'une « zone de sécurité » à l'intérieur de celui-ci — c'est-à-dire le passage d'opérations défensives à une contre-offensive se terminant en invasion et en occupation. L'ampleur donnée à cet exercice (47 000 militaires, 2 000 engins blindés, 90 aéronefs et 77 navires et bâtiments), le fait qu'il comprenne un volet en mer Caspienne et la participation de contingents étrangers (Biélorussie, Chine, Kirghizstan, Mongolie, Pakistan et Tadjikistan) s'accorde parfaitement avec l'hypothèse d'une prise de gage territorial.

À condition de ne pas dépasser quelques centaines de km^2, l'agression resterait suffisamment limitée pour ne pas déclencher une réponse massive des Européens, et encore moins des Américains, car qui voudrait mourir pour Narva ou Zilupe ? La question n'est donc pas de savoir si les Européens ne feraient pas grand-chose, mais si Poutine le pense et s'il a les moyens de s'assurer que Trump ne fera rien, en dehors de ses palinodies habituelles.

Un tel scénario pourrait lui permettre d'obtenir ce que toutes les crécelles nucléaires n'ont pas réussi à obtenir : l'interruption de l'aide militaire et financière à l'Ukraine. Surtout, cela ruinerait la crédibilité de la clause de défense mutuelle de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord et aussi celle de l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne. Quelle victoire ce serait si Américains et Européens ne faisaient rien ou pas grand-chose… Ce serait la fin de l'OTAN et de toute ambition européenne dans le domaine de la défense. Une pierre, trois coups.

C'est le scénario le plus risqué, et pour cette raison malheureusement probable, compte tenu du comportement passé du dictateur russe. Comment s'y préparer ?

[13] « La nouvelle guerre baltique : comment la Russie de Poutine prépare son prochain théâtre d'opérations », *Le Grand Continent*, 13 septembre 2025, https://legrandcontinent.eu/fr/2025/09/13/la-nouvelle-guerre-baltique-comment-la-russie-de-poutine-prepare-son-prochain-theatre-doperations/.

S'ILS VEULENT SE PRÉPARER RÉELLEMENT À LA GUERRE, LES EUROPÉENS DOIVENT EN FINIR AVEC LES FAUSSES BONNES IDÉES

« Parler à Poutine » c'est parler à un sourd

La première des fausses bonnes idées, la plus répandue parmi les partis politiques qui sont aussi, et non par hasard, des partis pro-russes, serait de « parler à Poutine ».

Il s'agit évidemment d'une figure rhétorique dont personne n'est dupe. À supposer que Poutine daigne parler aux représentants de l'Union européenne ceux-ci n'ont pas de levier de pression suffisamment persuasif pour le convaincre d'arrêter la guerre.

Que pourraient offrir Marine Le Pen, Alice Weidel ou le général Vannaci s'ils se rendaient à Moscou, en ordre dispersé ? La levée des sanctions économiques ? Cela ne dépend pas d'eux, mais désormais d'un vote unanime du Conseil européen. Et contre quoi ? L'arrêt des hostilités ? Là encore cela ne dépend pas d'eux, mais des Ukrainiens. Il faut arrêter de prétendre négocier à la place des Ukrainiens. Veut-on rejouer les accords de Minsk qui ont conduit à la guerre ?

Tout cela n'est donc pas sérieux et ne mérite pas que l'on y accorde du crédit. Et s'il y avait un doute, il suffit de se référer aux déclarations du Kremlin : « Pour l'instant, les conditions préalables à des pourparlers de paix sur l'Ukraine ne sont pas réunies, même si la Russie reste ouverte à de telles discussions (…) La militarisation de l'Ukraine se poursuit bel et bien. Les pays européens s'efforcent de trouver toujours plus de fonds pour acheter des armes. Le régime de Kiev poursuit ses activités, qui revêtent un caractère terroriste »[14].

Le « pilier européen de l'OTAN », une vieille lune qui brille toujours

La seconde fausse bonne idée avec laquelle les Européens s'illusionnent depuis des décennies est celle du « pilier européen de l'OTAN » ou pour le dire en des termes plus contemporains, « une Europe forte au sein d'une OTAN forte ». C'est une idée ancienne, avancée par Hubert Vedrine en 2012 dans un rapport que lui avait demandé le président François Hollande. Toujours rabâchée, elle n'a jamais prospéré. Et pour cause, en dépit d'une abondante littérature sur le sujet personne n'est capable d'en définir le contenu de façon crédible et acceptable par tous.

Pour qu'il y ait un pilier « européen », il faudrait qu'il y ait, en bonne logique, deux piliers, un pilier américain et un pilier européen avec au sommet de ce dernier… un commandement

[14] Point-presse de Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin relayé par Interfax, 23 septembre 2026.

européen, désigné et choisi par une ou des autorités politiques européennes. Or, de commandement européen il n'en est nulle part question. Le commandement suprême des forces alliées – le *Supreme Allied Commander Europe* ou SACEUR - a toujours été confié à un Américain et ce depuis le général Dwight. D. Eisenhower en 1951.

Il y a à cela trois raisons principales. La première est que l'essentiel des forces de l'alliance sont américaines et que même si ce n'était plus le cas, il semble illusoire de prétendre placer les forces américaines présentes en Europe sous commandement européen, surtout en cas de conflit avec la Russie. La deuxième est que les États-Unis sont les principaux garants de la dissuasion nucléaire de l'alliance et que tant qu'ils le seront, le commandant suprême sera américain. La troisième enfin est que cette situation évite aux Européens d'avoir à décider de la nationalité de celui qui pourrait y prétendre.

À supposer que cet obstacle soit levé, la question se poserait de savoir comment se prendraient les décisions au sein de ce *caucus* européen ? Actuellement, au sein de l'instance décisionnelle la plus élevée de l'OTAN, le Conseil de l'Atlantique Nord, les décisions se prennent – en théorie - par consensus. Mais quand après de multiples conciliabules le représentant des États-Unis tape du poing sur la table, tout le monde se range à son opinion. Il suffit pour s'en convaincre de voir avec quelles docilités les membres de l'alliance ont accepté la proposition de Donald Trump au sommet de la Haye d'augmenter leur objectif de dépenses militaires de 2 % à pas moins de 5 % ! Or il n'y a pas d'hégémon au sein des puissances européennes et il faudrait donc se résoudre à prendre les décisions à la majorité, ce que les États européens se sont toujours refusés à faire au sein de l'Union européenne. Pourquoi le feraient-ils au sein de ce caucus hétéroclite qui inclut la Turquie, le Royaume-Uni, la Norvège, le Canada, et le Montenegro ?

Enfin, pour qu'un pilier européen de l'OTAN existât faudrait-il encore que les puissances européennes soient capables de fournir et d'opérer les principaux catalyseurs stratégiques, à commencer par le plus important d'entre eux, le centre névralgique de commandement et de contrôle (C2)… Chose dont ils sont pour l'instant en grande partie incapables.

En somme, pour qu'un pilier européen de l'OTAN voie le jour, il faudrait prendre l'exact contrepied de la menace proférée par le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, en 1998, à savoir : discriminer entre les industries de défense européenne et américaine (principe de la préférence européenne), découpler les politiques étrangères des deux blocs (désalignement) et, *horresco referens*, dupliquer les capacités militaires entre Américains et Européens, ce que bizarrement les Européens n'ont aucun mal à faire entre eux.

Mais mettre en œuvre une telle politique serait prendre le risque de voir les Américains quitter le territoire européen, au moment même où les menaces russes s'accroissent et que les Européens, ne s'estiment pas prêts pour y faire face. Cela risquerait d'entraîner une rupture brutale, comme celle provoquée par la France en 1966. Et pour cette raison cette idée n'a aucune chance de prospérer dans le court terme. C'est ce qui explique l'isolement de la France dans la bataille en faveur de la préférence européenne. Outre les questions industrielles, bon nombre d'États, à commencer par l'Allemagne, sont tétanisés à l'idée de perdre la protection américaine et sont prêts à toutes les compromissions pour l'éviter.

Tout ce que l'on pourrait espérer à moyen terme, c'est la constitution d'un embryon de *caucus* européen pour la planification. Mais cela suppose qu'une partie au moins des décideurs européens le veuille et surtout que les décideurs américains l'acceptent, ce qui paraît peu probable compte tenu de la dégradation des relations entre certains États européens voire l'Union européenne en tant que telle et le commandement de l'OTAN[15].

En juin 2026, le secrétaire d'État à la défense, Pete Hegseth, a lancé un réexamen censé durer six mois de la présence des forces américaines en Europe (*European Posture Review*) qui sont estimées à environ 80 000 personnels. Ce « réexamen » fait suite aux frictions avec les alliés européens qui ont refusé ou restreint l'accès à leurs bases et espaces aériens lors des opérations américaines contre l'Iran. Dans ce contexte un questionnaire a été envoyé aux alliés sur les dépenses de défense, la stratégie, les achats d'armement américain, l'accès « sans entrave » aux bases et à l'espace aérien, leur comportement pendant la guerre avec l'Iran, et même leur soutien public aux priorités de politique étrangère de l'administration Trump[16].

Fin septembre 2026, le sous-secrétaire d'État américain à la défense, Elbridge Colby, a réuni un groupe de cinq États (Suède, Finlande, Pologne, Allemagne et les Pays-Bas) à l'exclusion de tous les autres, ce qui n'est pas de nature à renforcer la solidité d'une Alliance qui est sensée constituer un collectif[17].

Dans ces conditions, on peut toujours invoquer ce fameux « pilier européen de l'OTAN » comme solution aux menaces russes. Le réalisme impose de dire qu'il est peu probable qu'il advienne dans un futur proche.

---

[15] Florentin Collomp, « Frictions entre l'Union européenne et l'OTAN sur la réponse aux attaques hybrides russes », *Le Figaro*, 2 octobre 2026, https://www.lefigaro.fr/international/frictions-entre-l-union-europeenne-et-l-otan-sur-la-reponse-aux-attaques-hybrides-russes-20261001.

[16] Reuters, « Pentagon Official to Brief NATO Allies as Review Fuels Questions », AOL, 26 août 2026, https://www.aol.com/articles/pentagon-official-brief-nato-allies-175925000.html.

[17] « US Meeting in Poland Excluding France, UK, Baltics Risks Dividing NATO », *Euronews*, 5 octobre 2026, https://www.euronews.com/2026/10/05/us-meeting-in-poland-excluding-france-uk-baltic-risk-dividing-nato.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
EUROPE, UNION EUROPÉENNE, OTAN

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.